



OIM MALI

RAPPORT

ANNUEL

2022





AVANT-PROPOS



Pascal REYNTJENS

Chef de mission OIM Mali

2022 fut une année de défis et de réalisations chez nous à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Mali. Elle a été marquée par la relance de la mobilité humaine après les restrictions liées à la crise sanitaire de la COVID-19 et les rebondissements de la crise multidimensionnelle que traverse le Mali depuis 2012, avec en toile de fond, un accroissement des flux de migrants internationaux et de personnes déplacées internes (PDI) à cause de la crise sécuritaire au Nord et au Centre du pays.

Du 1er janvier au 31 décembre 2022, les flux de migrants observés à travers l'outil de suivi des flux de populations de la Matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix - DTM), ont connu une

hausse de 59% par rapport à l'année 2021. De même, selon les données de la DTM, le nombre de PDI au Mali est passé de 370 548 personnes en décembre 2021 à 412 387 en décembre 2022. Face à cette augmentation des flux et du nombre de personnes vulnérables, nous avons redoublé d'ardeur, en synergie avec nos partenaires, en vue d'aider le maximum de personnes dans le besoin. Sur le plan humanitaire, nous avons apporté des solutions aux besoins urgents de plus de 2 000 personnes déplacées internes et membres des communautés hôtes, tout en poursuivant nos actions contre les causes de déplacements forcés. Au cours de l'année écoulée, une attention particulière a également été portée à la stabilisation communautaire et au changement climatique.

En rapport avec la mobilité, nous avons pu assister 7 694 migrants Maliens et internationaux vulnérables en 2022. Cela fait 31,7% de plus que les 5 252 migrants ayant bénéficié de nos programmes d'aide au retour volontaire et à la réintégration en 2021. Pour sauver des vies face à l'une des pires formes de violation des droits de l'homme, nous avons axé une large proportion de notre action en 2022 sur la lutte contre la traite des personnes. 332 victimes de traite ont bénéficié des services de protection de l'OIM Mali et au moins 550 personnes ont été sensibilisées directement sur cette thématique.

En dépit des urgences et des défis multisectoriels liés à situation socio-politique, nous avons réalisé en 2022, plusieurs activités destinées à soutenir les parties prenantes de la gouvernance migratoire au Mali. A travers le renforcement des capacités

de près de 2000 acteurs, au moins 10 études réalisées et l'appui à la collecte de données pour motiver les politiques publiques, nous avons aidé le Gouvernement et la société civile du Mali dans le renforcement de la gouvernance migratoire. Nos actions ont été centrées sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et la Politique nationale de migration (PONAM) du Mali. Ces interventions ont été complétées par des dons d'équipements, la réalisation et la réfection d'infrastructures, notamment pour accompagner une meilleure gestion des frontières.

Enfin, en vue d'informer et conseiller les migrants actuels et potentiels sur les risques et les réalités complexes de la migration irrégulière, nous avons organisé plusieurs campagnes de sensibilisation qui nous ont permis d'échanger directement avec plus de 4 000 personnes. De même, nous n'avons pas baissé la garde en ce qui concerne la sensibilisation contre la COVID-19, notamment dans les communautés des migrants et des personnes déplacées internes.

Ce rapport annuel présente les principales actions qui ont été menées par l'OIM au Mali au cours de l'année 2022. Je remercie le Gouvernement du Mali, nos partenaires techniques et financiers, ainsi que toutes les structures ayant contribué à l'atteinte de ces résultats.

OIM MALI 2022 EN CHIFFRES

RÉPONSE HUMANITAIRE ET RÉSILIENCE - MOBILITÉ - GOUVERNANCE :



80

NOMBRE DE MÉNAGES AYANT
ACCÈS À UN ABRI D'URGENCE



414

NOMBRE DE MÉNAGES
AYANT REÇU DES KIT NFI



1 021

NOMBRE DE MECANISMES D'ADAPTATION
AU CHANGEMENT CLIMATIQUE CRÉÉS
OU SOUTENUS



5

NOMBRE D'OPERATIONS DTM



412 387

NOMBRE DE PDI IDENTIFIÉES



10

NOMBRE D'ÉTUDES RÉALISÉES



6

NOMBRE DE SOUS-BUREAUX OIM



332

NOMBRE DE VICTIMES DE TRAITE
ASSISTÉES



184

NOMBRE D'ACTEURS FORMÉS POUR
PRÉVENIR, PROTÉGER ET AIDER
LES VICTIMES DE TRAITE



148

NOMBRE DE D'ACTEURS FORMÉS POUR
ORIENTER ET PROTÉGER LES MIGRANTS



7 794

NOMBRE DE MIGRANTS ASSISTÉS
AU RETOUR VOLONTAIRE



6 386

NOMBRE DE MIGRANTS MALIENS AYANT
REÇU UNE AIDE EN ESPECE



5

NOMBRE DE POSTES FRONTALIERS
ÉQUIPÉS DE SYSTÈME MIDAS



450

NOMBRE D'ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
FORMÉS SUR LES DROITS DES MIGRANTS
ET LE CADRE DE GOUVERNANCE



800

NOMBRE D'ACTEURS UNIVERSITAIRES FORMÉS
SUR LES DROITS DES MIGRANTS ET LE CADRE
DE GOUVERNANCE MIGRATOIRE



4 150

NOMBRE DE PERSONNES SENSIBILISÉES
SUR LES RISQUES LIÉS À LA MIGRATION
IRRÉGULIÈRE ET LA TRAITE DES PERSONNES

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	05
L'ANNÉE 2022 EN CHIFFRES	06
ACRONYMES	07
L'OIM AU MALI	08
LES DOMAINES D'INTERVENTION DE L'OIM AU MALI	10
INTRODUCTION	11
RÉPONSE HUMANITAIRE ET RÉSILIENCE	15
1.1 Soutien aux personnes déplacées internes	15
1.2 Soutien à l'intervention humanitaire fondée sur des données probantes	16
1.3 Renforcement de capacités des acteurs humanitaires et gouvernementaux	19
1.4 Stabilisation communautaire et cohésion sociale	20
MOBILITÉ	23
2.1 Lutte contre la traite des personnes	23
2.2 Services de protection des migrants	26
GOVERNANCE	34
3.1 Études et collectes de données sur la migration	34
3.2 Renforcement de capacités de gestion humanitaire des frontières	36
3.3 Migration et changement climatique	37
ACTIONS TRANSVERSALES	39
4.1 Renforcement de capacités sur les droits des migrants et la gouvernance migratoire	39
4.2 Sensibilisation sur les risques liés à la migration irrégulière	42
4.3 Réponse à la COVID-19	45
CONCLUSION	48



ACRONYMES

ACGF	Acteurs Communautaires de Gestion des Frontières	OIM	Organisation internationale pour les migrations
CCRM	Cadre de Concertation Régional sur la Migration	ONUDC	Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime
CCT-SMSPS	Cadre de Concertation Technique en Santé Mentale et Soutien Psychosocial	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CNCLTPPA	Comité National de Coordination de Lutte contre la Traite des Personnes et des Pratiques Assimilées	PDI	Personnes Déplacées Internes
CPC	Comités de Prevention Communautaires	PMM	Pacte Mondial pour des Migrations Sûres Ordonnées et Régulières
CNRM	Cadre National pour la Réintégration des Migrants	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
DNDS	Direction Nationale du Développement Social	PoEs	Points entrées
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest	PONAM	Politique nationale de migration
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	SMSPS	Santé Mentale et Soutien Psychosocial
FMP	Points de suivi des flux de populations	TTT	Outil de suivi des flux de transhumance
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
IMRF	Forum International d'Examen des Migrations		
INSTAT	Institut National de la Statistique		
IS	Indice de Stabilité		
MMEEIA	Ministère des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine		
NFI	Articles non-alimentaires		
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires		
ODD	Objectifs de Développement Durable		

L'OIM AU MALI

La mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Mali a été établie en 1998. Depuis lors, l'OIM travaille aux côtés du Gouvernement Malien afin de répondre aux besoins des populations les plus vulnérables et faire face aux défis de la migration, tels que la migration forcée, la migration irrégulière, la traite des personnes, le trafic illicite des migrants, le suivi des déplacements, la gestion humanitaire des frontières, entre autres.

A travers différents projets, l'OIM Mali fournit une aide humanitaire à la fois aux migrants internationaux et aux personnes déplacées internes (PDI).

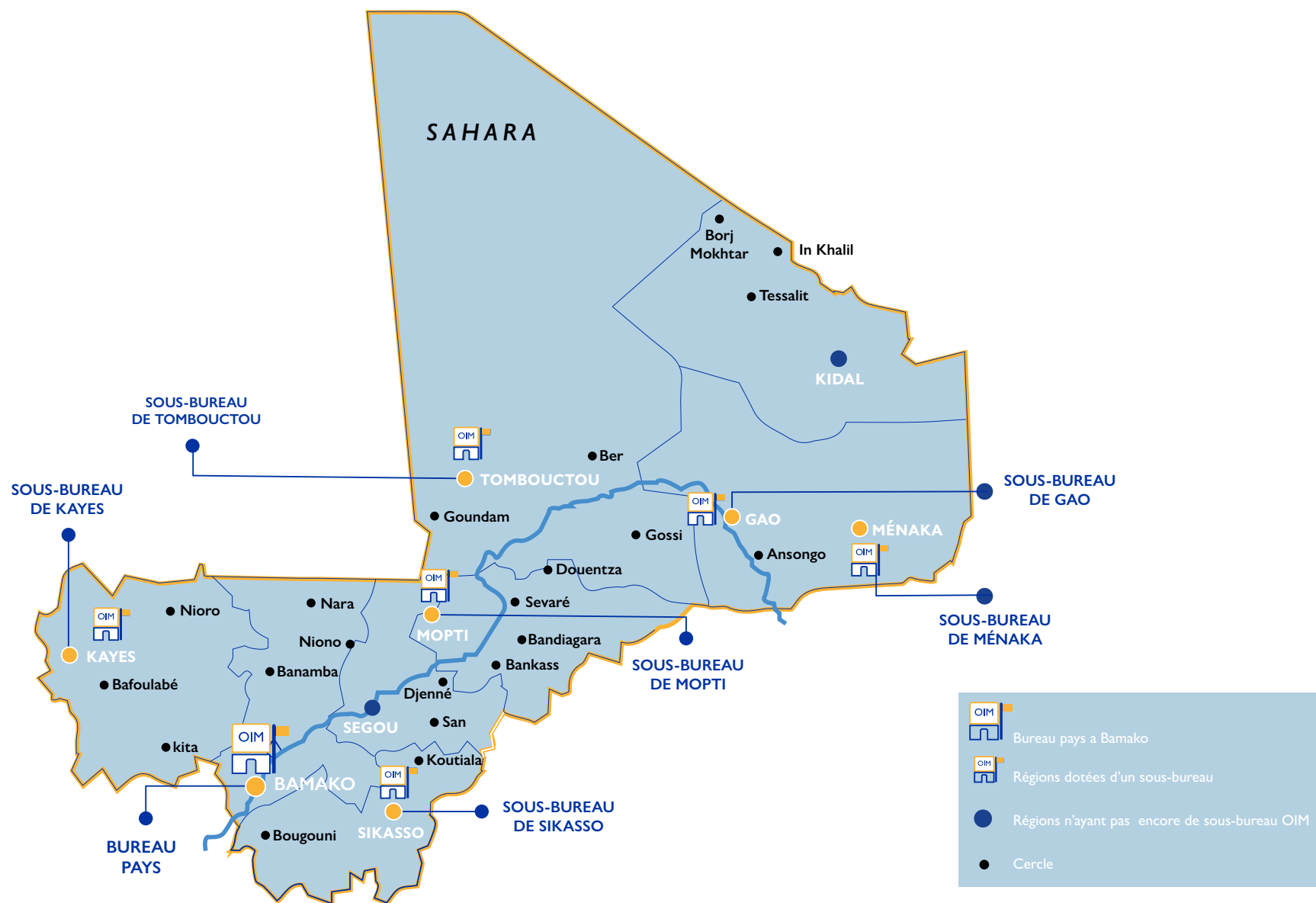
Facilitant le retour volontaire des migrants Maliens bloqués dans les pays d'immigration et de transit, l'OIM Mali appuie aussi la réintégration des migrants Maliens de retour. Son action couvre également les domaines suivants :

- Réponse à l'urgence humanitaire
- Suivi des Déplacements à travers l'outil DTM
- Assistance en Protection
- Assistance d'urgence
- Relèvement précoce et stabilisation communautaire
- Gestion de la Migration
- Gestion humanitaire des frontières
- Migration et changement climatique

Les activités de l'OIM Mali sont menées par une équipe pluridisciplinaire basée au bureau national à Bamako et dans six sous-bureaux à Gao, Kayes, Ménaka, Mopti, Sikasso et Tombouctou.



PRÉSENCE DE L'OIM AU MALI



LES DOMAINES D'INTERVENTION DE L'OIM AU MALI

Conformément à sa stratégie-pays pour la période 2021-2024, l'OIM Mali intervient dans trois domaines prioritaires : la résilience, la mobilité et la gouvernance.

Réponse humanitaire et résilience :

Sauver des vies et répondre aux besoins humanitaires urgents, tout en nous attaquant aux facteurs de la crise migratoire et en renforçant la résilience des collectivités.



Mobilité :

Faciliter la libre circulation grâce à une migration sûre, ordonnée, régulière et fondée sur les droits de la personne, tout en diversifiant les voies légales de migration.



Gouvernance :

Appuyer les efforts du Gouvernement pour recueillir des données pertinentes qui éclaireront les politiques publiques, renforcer les cadres de gestion des frontières puis intégrer les préoccupations liées au changement climatique, à l'environnement et au développement.



INTRODUCTION

Depuis 1951, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) œuvre à la promotion d'une migration humaine et ordonnée qui profite à tous, avec une présence effective dans plus de 100 pays au nombre desquels figure le Mali. Du fait de sa situation géographique et en raison de facteurs sociologiques, économiques et environnementaux, le Mali est un important pays d'origine, de transit et d'accueil pour des milliers de migrants. La crise sociopolitique que traverse le pays depuis 2012, le manque d'opportunités économiques et le changement climatique sont autant de facteurs qui poussent les jeunes Maliens à opter pour la migration, parfois irrégulière.

La mission de l'OIM au Mali a été établie en 1998. Elle travaille aux côtés du Gouvernement Malien et en partenariat avec les agences fonds et programmes du Système des Nations Unies, les Organisations Internationales, ainsi que les Organisations de la Société Civile du Mali. En plus de fournir une expertise technique et institutionnelle dans divers domaines liés à la migration, l'OIM Mali a largement diversifié ses activités, dans le contexte de la situation sécuritaire et politique qui prévaut depuis 2012, en vue d'apporter une réponse aux besoins des populations les plus vulnérables. À travers différentes activités, l'OIM propose une aide humanitaire à la fois aux migrants Maliens, internationaux et aux personnes déplacées internes, tout en appuyant le gouvernement dans la gestion des flux migratoires.

Les opérations de l'OIM Mali sont guidées par une stratégie pays pour la période 2021-2024, qui vise à contribuer à une migration sûre, ordonnée et humaine, à travers une approche holistique de la migration et du déplacement forcé, autour de trois piliers fondamentaux que sont: la résilience, la mobilité et la gouvernance. L'OIM possède un bureau central à Bamako et six antennes à Gao, Kayes, Ménaka, Mopti, Sikasso et Tombouctou. Cette présence - qui a été renforcée en 2022 par l'ouverture des antennes de Sikasso et Ménaka - permet d'accroître sa capacité de réponse aux besoins en rapport avec le mandat de l'Organisation.

En 2022, l'équipe de l'OIM Mali a mené des actions de proximité, au service des populations dans le besoin, toujours en nombre grandissant. Structurée en quatre parties, ce rapport annuel met en exergue les actions accomplies en 2022, en rapport avec les trois piliers de la stratégie pays. Une dernière section est dédiée aux actions transversales. Des témoignages sont insérés dans le narratif en vue de partager l'opinion des populations cibles sur les actions les concernant.







RÉPONSE HUMANITAIRE ET RÉSILIENCE

1 PAS DE PAUVRETÉ 	2 FAIM «ZÉRO» 	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT 
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 	10 INÉGALITÉS RÉDUITES 	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 	

RÉPONSE HUMANITAIRE ET RÉSILIENCE

1.1 Soutien aux personnes déplacées internes

Préoccupée par la situation des personnes fuyant la violence et l'insécurité liées à la crise multidimensionnelle que traverse le Mali depuis 2012, l'OIM Mali a mis en place des projets et interventions en appui aux personnes déplacées internes, couvrant notamment des abris d'urgence et des articles non alimentaires (Non Food Items – NFI en anglais), en attendant des interventions d'envergure dont la planification et les financements ont été bouclés en 2022.

o Abris d'urgence

Dans la région de Bandiagara, l'OIM Mali a contribué à l'acquisition et à l'installation d'abris temporaires en vue d'aider les PDI qui occupaient le bâtiment d'un musée culturel, à s'installer sur un site de 3 hectares mis à leur disposition. L'Organisation a fourni 80 bâches pour la construction d'abris semi durs améliorés pour 80 ménages, soit environ 480 personnes. Cette réponse a été mise en œuvre en collaboration avec les agences du Système des Nations Unies (HCR, PNUD, OCHA, UNICEF) et les autorités administratives de la région.

o Articles non alimentaires

La réponse aux besoins urgents et immédiats des populations déplacées à l'intérieur du Mali s'est aussi matérialisée par la distribution d'articles non alimentaires (matériel de couchage et ustensiles de cuisine) à 335 ménages de PDI dans la région de Ménaka au centre du pays, représentant 1 974 individus dont 57% de femmes.

Au moins 79 ménages (environ 459 personnes) des communautés hôtes de Labbezanga (frontière entre le Mali et le Niger) ayant accueilli des PDI ont également reçu des kits d'articles non alimentaires et alimentaires au cours d'une opération organisée en collaboration avec les autorités locales.





Visite du site
des PDI à Sénou

1.2 Soutien à l'intervention humanitaire fondée sur des données probantes

Quantifier la présence et les besoins des populations touchées par la crise demeure un défi dans le contexte malien. C'est pourquoi nous avons poursuivi en 2022, notre contribution au suivi des déplacements de populations par le biais de la Matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix – DTM en anglais) et à l'analyse des besoins des populations vulnérables. Notre soutien à la Direction Nationale du Développement Social (DNDS) a permis d'avoir des données fiables sur les PDI dans une zone de couverture plus large et représentative.



5 opérations DTM permettant de mettre à jour les chiffres des mouvements de populations, d'évaluer les besoins multisectoriels dans toutes les zones abritant les personnes déplacées, les besoins socio-économiques des ménages déplacés et de la communauté hôte, ainsi que la stabilité des zones accueillant des retournés ou des populations déplacées ont été menées.

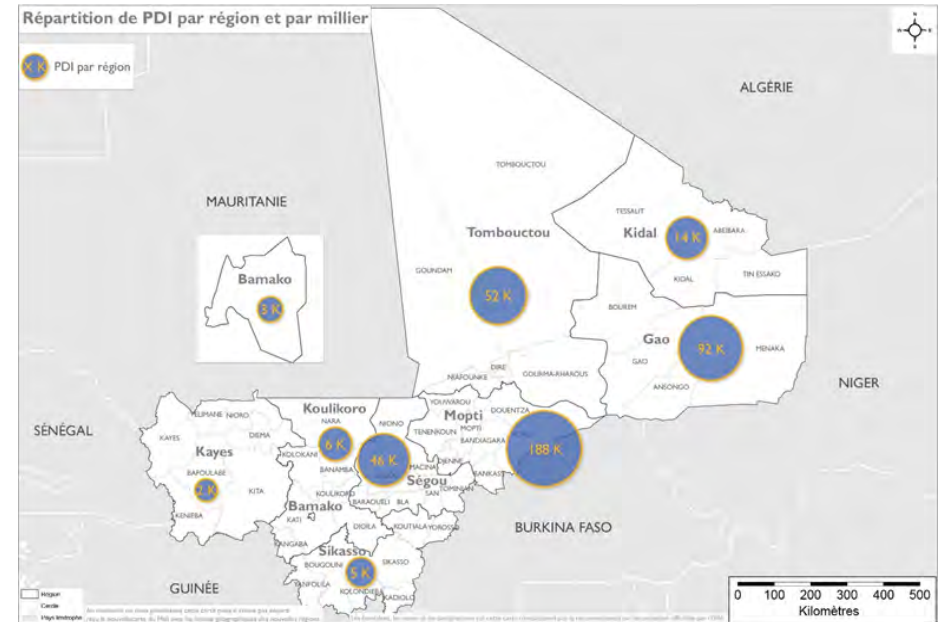


412 387 personnes déplacées internes ont été identifiées au cours de la dernière opération de collecte et de mise à jour des données menée en décembre 2022. Le nombre de PDI est passé de 440 436 personnes en septembre 2022 à 412 387 en décembre 2022, soit une diminution de 28 049 personnes déplacées (environ 6,4%).

Les régions de Bandiagara (22%), Mopti (21%), Gao (15%), Tombouctou (13%), Ségou (9%) et Ménaka (7%) abritent le plus grand nombre de PDI.



Remise de jouets aux enfants du site PDI de Ségoukoura dans la région de Ségou



Par rapport à la même période en 2021, le nombre de PDI a connu une augmentation dans les régions de Mopti (16%), Gao (23%) et Tombouctou (7%). Cependant, dans la région de Ségou, il y a eu une baisse considérable (37,5%) à la fin de l'année 2022.



Entretien avec les PDI installées sur le site de Segoukoura dans région de Ségou



Rencontre entre les populations du Nord
et les autorités locales communales

Lancement de l'enquête de l'Indice de Stabilité

Afin de trouver des solutions durables au déplacement interne - que ce soit par le retour dans les localités d'origine, l'intégration locale ou la réinstallation et de prévenir de nouveaux déplacements dans les différentes régions, il est essentiel de comprendre les niveaux relatifs de stabilité dans les lieux accueillant des retournés ou des populations déplacées internes.

C'est pourquoi l'OIM Mali a apporté son appui à la Direction Nationale du Développement Social (DNDS) pour le lancement de l'enquête de l'Indice de Stabilité (IS) qui évalue la situation dans les zones accueillant des retournés ou des populations déplacées.

L'IS cherche à comprendre quels facteurs influencent la stabilité d'un lieu, ce qui peut éclairer les interventions programmatiques prioritaires destinées à renforcer la résilience et la stabilité et à prévenir de futurs déplacements forcés. Au total, 310 localités de déplacement ont été évaluées dans les régions Gao, Mopti, Tombouctou, Ménaka et Ségou.

Les emplacements de collecte des données ont été sélectionnés au moyen d'un exercice de cartographie afin d'identifier les zones où se trouvent les personnes déplacées et les retournés. La sécurité étant un facteur clé dans le choix des localités, seules les zones accessibles ont été couvertes.

1.3 Renforcement de capacités des acteurs humanitaires et gouvernementaux

L'OIM Mali assure la vice-présidence de la Commission pour la Coordination et la Gestion des Sites de Personnes Déplacées. Ce groupe de travail qui a été mis en place en décembre 2020 par la DNDS, a pour but de s'assurer que l'assistance et la protection fournies dans les sites sont conformes aux standards, aux directives et aux normes en matière de gestion des sites.



En 2022, plusieurs actions ont été menées, en vue de soutenir l'intervention humanitaire fondée sur des données probantes.

- *Remise à la Direction Nationale du Développement social (DNDS), du matériel destiné à accroître la visibilité des agents enquêteurs qui sont déployés sur le terrain pour la collecte de données, notamment pour la matrice de suivi des déplacements.*
- *Signature d'un accord avec la DNDS pour le renforcement du système de collecte de données sur les personnes déplacées internes au Mali.*





Photo de famille lors du lancement d'un projet PBF à Bamako

1.4 Stabilisation communautaire et cohésion sociale

En 2022, l'OIM a poursuivi ses actions contribuant au relèvement des communautés et à la consolidation de la paix dans le Centre du Mali, dans le Sud ainsi que dans les zones frontalières. En collaboration avec l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'OIM a œuvré à la restauration du dialogue intercommunautaire et à la promotion du vivre-ensemble entre les populations déplacées et les communautés hôtes dans les régions de Mopti et Ségou. A travers la réalisation d'initiatives de planification participative du développement local, les membres des différentes communautés, y compris les jeunes et les femmes, sont amenés à décider ensemble sur les priorités pour la réhabilitation d'infrastructures ou de services sociaux de base. Suite aux décisions prises par ces acteurs multiples, l'OIM a notamment facilité l'installation d'infrastructures d'accès à l'eau potable dans le cercle de Bandiagara, tandis que des moulins pour la transformation de grains ont été installés dans le cercle de Macina.

Dans le Liptako-Gourma¹ ainsi qu'à la frontière entre le Mali et la Mauritanie, l'OIM a poursuivi ses actions pour réduire et prévenir les conflits entre éleveurs et agriculteurs. A travers le système d'alertes précoces de l'outil de suivi des flux de transhumance (Transhumance Tracking Tool - TTT), des personnes sentinelles ont été formées et sont désormais aptes à recevoir et traiter les alertes. Des comités villageois ont également été formés pour gérer et résoudre les conflits locaux.



219 alertes ont été émises et 77% d'entre elles ont été traitées en 2022.



564 personnes dont 137 femmes ont été formés à la gestion non-violente des conflits et à la culture de la paix et du vivre-ensemble.



510 personnes dont 237 femmes ont été formées pour prévenir et gérer les facteurs de conflits.

¹La région du Liptako-Gourma est située à cheval sur les frontières communes du Burkina, du Mali et du Niger. Elle est constituée de zones particulièrement enclavées et des plus déshéritées des trois pays.

**M. Adama Mahamane Tangara,
Président du Conseil des Jeunes du cercle
de Massina**

« La formation sur la transformation des conflits a été une chance et une opportunité pour les femmes, les jeunes filles et la jeunesse car grâce aux actions de renforcement des capacités nous sommes capables de faire le constat, de faire une analyse critique, d'évaluer et d'agir (l'action).

Au lieu d'être victimes des conflits, nous sommes devenus les vrais artisans du vivre ensemble. Ce projet restera toujours, pour nous la jeunesse, comme un enfant béni qui a dans ses bonnes mains la stabilité, l'harmonie et la cohésion sociale de notre communauté ».



Lancement d'un projet PBF à Bamako

L'OIM s'est également concentrée sur la prévention des conflits dans le sud du Mali, en améliorant les opportunités économiques disponibles pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Afin de générer des dividendes de la paix à partir de 2023 à travers des actions ciblées promouvant l'auto-emploi des jeunes, des diagnostics participatifs des causes de conflits et des facteurs de résilience qui limitent l'accès des jeunes aux opportunités économiques ont été réalisés pour les régions de Bougouni, Kayes, Kita, ainsi que le cercle de Sikasso. Des forages équipés de panneaux solaires, bornes fontaines et abreuvoirs ont été offerts aux populations de Boulili, Gogui, Keibane, Soninke et Nara.



Activité de maraîchage dans la région de Kayes



Mobilité

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

MOBILITÉ

2.1 Lutte contre la traite des personnes

Depuis 2017, l'OIM Mali assiste le Gouvernement Malien dans la lutte contre la traite des personnes grâce à son expertise unique en matière d'élaboration de politiques, de renforcement des capacités et de sensibilisation aux questions de migration, notamment aux risques sur les routes migratoires tels que la traite.



o Dissémination du MRN sur la protection des victimes de traite

En 2022, un accent particulier a été mis sur la dissémination du Mécanisme de Référence National (MRN) pour la protection des victimes de traite au Mali. A cet effet, l'OIM a aidé 184 acteurs publics et de la société civile (166 hommes et 68 femmes) à développer leurs capacités en matière d'identification et de référencement des victimes, pour accéder aux services d'assistance immédiate et de protection sur le long terme. Cette action a permis de renforcer la position de l'OIM Mali comme un partenaire de confiance du Mali et de renforcer les relations de travail avec les partenaires, notamment le Comité National de Coordination de la Lutte Contre la Traite des Personnes et les Pratiques Assimilées (CNCLTPPA), un organisme sous la tutelle du ministère de la Justice.



184 acteurs gouvernementaux et de la société civile ont été formés sur l'identification et le référencement des victimes de traite.



o **Soutien aux initiatives de protection et d'assistance centrées sur les besoins des victimes de traite**



332 victimes de traite ont bénéficié du soutien l'OIM Mali en 2022, à travers des services de protection (hébergement, distribution de vivres et de non-vivres, soutien psychosocial et premiers soins psychologiques et assistance médicale), des services d'information et de préparation au retour ainsi qu'une assistance à la réintégration dans le pays d'origine.



90% des victimes de la traite soutenues étaient des femmes d'origine Nigériane.



1 centre de transit entièrement dédié aux victimes de traite figure parmi les centres de transit ayant bénéficié de l'appui de l'OIM Mali en 2022.



Séance de counseling psychosocial pour les victimes de traite au centre APROFE.



Journée récréative pour les victimes de traite au Parc national

Témoignage de Smally*, 16 ans, victime de traite



Agée de 16 ans Smally est partie du Nigeria avec une dame qui lui avait promis un emploi à l'extérieur. Une fois au Mali, elle s'est retrouvée sous le contrôle d'un réseau d'exploitation à des fins de prostitution.

« Au-lendemain de mon arrivée au Mali, le soir, la dame m'a remis des vêtements légers et m'a demandé d'aller vers les hommes et leur proposer des relations sexuelles tarifées. Chaque fois que j'essayais de m'en fuir, elle s'en rendait compte et me punissait. Je n'avais plus d'autres options que d'accepter cette exploitation. J'aurais préféré la mort plutôt que de rester en vie et subir cette souffrance ».

Après plusieurs mois, Smally a réussi à s'en fuir. Dans l'attente de son retour au Nigeria, elle a été prise en charge dans un centre de transit financé par l'OIM Mali.

« Ici, on me respecte. Je suis logée, nourrie et soignée. Ma vie retrouve un sens grâce à l'aide que nous apporte l'OIM ».


A l'image de Smally, au moins 332 victimes de la traite ont bénéficié de l'aide de l'OIM Mali en 2022.


* Le prénom Smally a été utilisé en vue de préserver l'anonymat de la personne qui témoigne.

2.2 Services de protection des migrants

o Dissémination du MRN pour les migrants les plus vulnérables

L'année 2022 a été marquée par une série d'ateliers de formation de formateurs pour une dissémination effective et l'appropriation du Mécanisme de Référence National (MRN) pour les migrants les plus vulnérables au Mali. Ce MRN est un cadre opérationnel qui indique aux acteurs de première ligne, comment assister ou efficacement référer un migrant vers les acteurs compétents. Il a été élaboré par plus de 23 partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux et validé en janvier 2021 par l'ensemble des acteurs de la protection des migrants au Mali, avec l'appui technique de l'OIM.

 **6** ateliers de formation de formateurs sur le MRN pour les migrants les plus vulnérables ont été organisés du 10 mai au 15 juin 2022, à Bamako et dans cinq Régions administratives du Mali.

 **148** techniciens, prestataires de services et travailleurs sociaux impliqués dans la protection et l'assistance aux migrants vulnérables (119 hommes et 29 femmes) ont été formés pour partager à leur tour, les connaissances acquises à d'autres acteurs.





Atelier de formation sur le nouveau kit psychosociale pour la détection des vulnérabilités chez les migrants

o Santé mentale et Soutien Psychosocial

Les activités de Santé Mentale et Soutien Psychosocial (SMSPS) de l'OIM Mali sont basées sur une analyse profonde et continue du contexte malien et des déterminants sociaux ayant un impact potentiel sur la santé mentale et le bien-être psychosocial des populations vulnérables, notamment les migrants. En 2022, des partenariats ont été établis (avec la Croix-Rouge Malienne et l'ONG Right To Play) pour promouvoir des activités innovantes de SMSPS telles que le sport, le jeu et d'autres activités récréatives renforçant l'inclusion sociale, la cohésion sociale et créant un sentiment solide de communauté et d'unité entre les migrants et leurs communautés. De même, l'OIM a pleinement joué son rôle de co-facilitateur du Cadre de Concertation Technique en Santé Mentale et Soutien Psychosocial (CCT-SMSPS).

Financé par l'UNICEF, ce cadre réunit tous les acteurs intervenant sur la thématique SMSPS au WMali.



47 partenaires et acteurs humanitaires ont suivi des sessions participatives et inclusives de renforcement des capacités afin d'assurer une offre de services adaptée au bien-être psychologique, psycho-affectif et psychosocial des migrants.



30 volontaires identifiés par OIM Mali et la Croix-Rouge Malienne ont reçu des sessions de formation sur le profilage des migrants vulnérables, les premiers secours psychologiques, l'assistance psychologique de base et le référencement.



2 366 migrants Maliens (2 295 hommes et 71 femmes) ont pris part aux activités de SMSPS.



668 migrants internationaux (617 hommes et 51 femmes) ont pris part aux activités de SMSPS.

o Assistance médicale

En 2022, dans le souci de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants et de prévenir les maladies dans les centres de transit, des outils de communication (affiches, spot vidéo, posters) sur les différentes thématiques comme l'hygiène, la santé mentale, la prévention des maladies infectieuses ont été développés, en vue de mettre à la disposition des gestionnaires de centres, des outils adaptés et contextualisés pour mener les activités de sensibilisation. Les activités de prévention ont aussi porté sur la COVID-19.

L'OIM Mali a également poursuivi ses services de soins de santé curative à travers l'appui direct aux migrants dans le besoin.



673 migrants internationaux (dont 338 femmes et 335 hommes 51%) ont reçu des soins de santé curative.



1 261 migrants Maliens dont 4 % de femmes ont reçu des services de soins de santé curative. 146 enfants de moins de 5 ans faisaient partie de ce groupe.



659 migrants dont 331 femmes ont été vaccinés contre la COVID-19 dans les centres de transit, suite aux efforts de sensibilisation.



Prise en Charge d'un migrant vulnérable de retour du Niger

o Aide au retour volontaire et à la réintégration des migrants

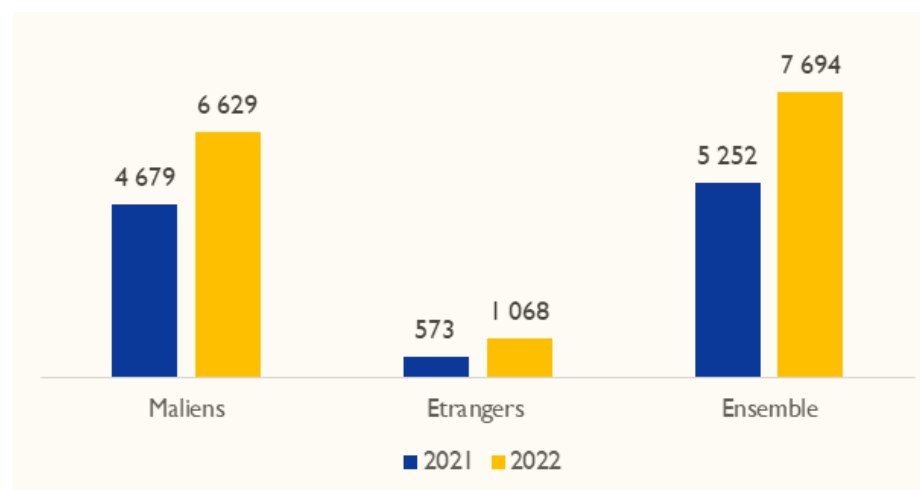
L'aide au retour volontaire et à la réintégration des migrants s'est poursuivie en 2022, avec pour cible, deux catégories de migrants : les migrants Maliens et les migrants internationaux.

7 694 migrants Maliens et internationaux ont bénéficié des services d'aide au retour volontaire et à la réintégration de l'OIM Mali en 2022. C'est une progression par rapport à l'année 2021 où 5 252 migrants Maliens et internationaux ont été couverts.

6 626 migrants Maliens (hommes: 90% et femmes: 10%) ont bénéficié de l'aide de l'OIM en 2022. 6 386 d'entre eux ont reçu une aide en espèce.

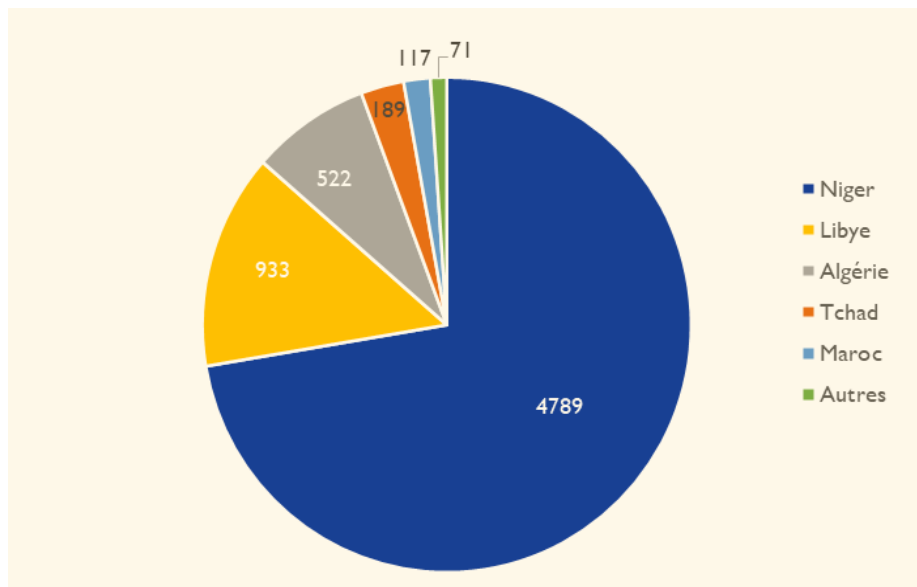
1 068 migrants internationaux (hommes: 64% et femmes: 36%) ont bénéficié de l'aide de l'OIM en 2022.

o Évolution de l'aide au retour volontaire et à la réintégration des migrants de 2021 à 2022

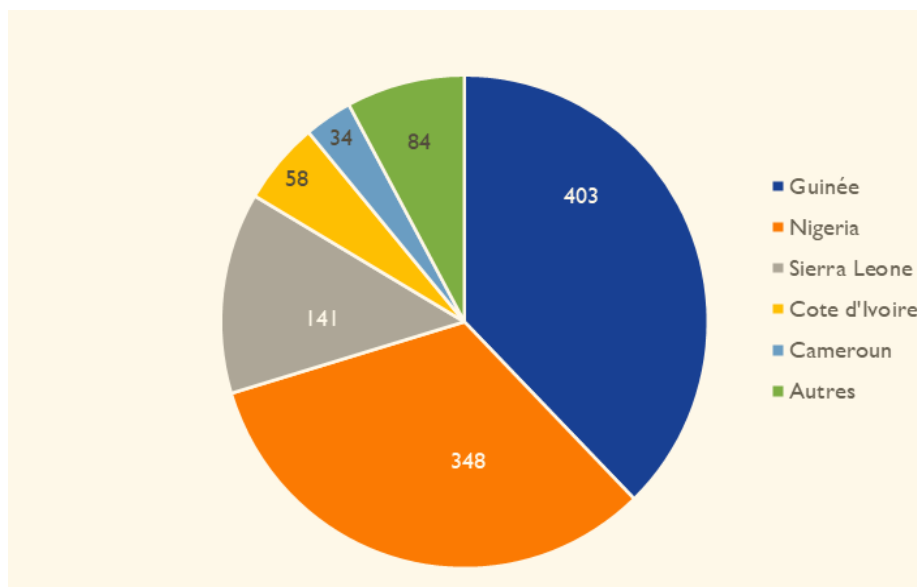


Accueil d'un groupe de migrants Maliens de retour à l'aéroport.

o Pays de séjour des migrants Maliens de retour



o Nationalités des bénéficiaires de l'assistance au retour volontaire de migrants internationaux



o Assistance aux migrants maliens retournant dans leur pays d'origine

En 2022, l'OIM Mali a fourni diverses aides aux migrants Maliens pour soutenir une réintégration durable dans leurs communautés : transfert Monétaire (Cash Based Intervention – CBI), aide à la création de micro-entreprises, enseignement et formation professionnels techniques puis formation aux compétences commerciales.



6 386 migrants Maliens ont reçu une aide en espèces de l'OIM Mali en 2022. Cette assistance a été fournie pour subvenir à leurs besoins immédiats et les aider à reconstruire leur vie.



4 775 migrants Maliens ont reçu une assistance pour créer des micro-entreprises en 2022. Le but de cette assistance était de soutenir la réintégration économique des migrants de retour en leur fournissant les outils nécessaires pour démarrer et gérer leur propre entreprise.



238 migrants Maliens ont eu accès à des formations professionnelles et techniques avec l'appui de l'OIM Mali.



4 408 migrants ont reçu une formation aux compétences commerciales.

o Assistance aux migrants internationaux

L'assistance apportée aux migrants internationaux par l'OIM Mali en 2022 a couvert l'hébergement et les vivres, la santé mentale et le soutien psychosocial, l'assistance médicale, le conseil et l'information, ainsi que l'assistance au retour volontaire et à la réintégration. Elle a été opérationnalisée à travers un réseau de centres pour migrants.



14 centres de transit pour migrants ont bénéficié de l'appui de l'OIM Mali en 2022.

Abdou* migrant Sierra-Léonais ayant bénéficié l'assistance de l'OIM Mali

Abdou, 25 ans, travaillait dans le secteur de la pêche en Sierra-Leone lorsqu'il a reçu une offre d'emploi mieux rémunéré, avec une promesse d'embauche en Europe. Dans l'espoir d'une vie meilleure, il a décidé de tenter l'aventure.*



Les passeurs lui ont demandé la somme de 2 000 dollars qu'il a payé. « Ils m'ont emmené à Oran en Algeria. Le bateau qui devait me faire traverser la mer Méditerranée est parti avec 29 personnes et est resté sans nouvelles jusqu'à ce jour. Il a disparu avec les tous les passagers ». Après sept à huit mois d'attente, Abdou n'avait plus de moyens de subsistance. Ayant vu plusieurs personnes mourir en asseyant la traversée de la Méditerranée, il décidé de rentrer chez lui. « Un an après avoir quitté mon fils, ma femme et mes parents, je n'ai pas pu atteindre ma destination. J'aurais pu perdre ma vie dans la mer. J'ai été arrêté dans la région de l'Adrar. J'ai failli mourir dans le désert. J'ai beaucoup souffert... ».

Au Mali, ce jeune migrant international s'est confié à l'OIM qui lui a apporté son assistance. Après un séjour dans un centre pour migrants, l'Organisation l'a aidé à rentrer en Sierra Leone. « J'avais perdu tout espoir mais maintenant, j'ai retrouvé l'espoir. Je suis heureux de pouvoir rentrer chez moi avec l'aide de l'OIM », a-t-il déclaré à l'aéroport avant de partir de Bamako.

** Le prénom Abdou a été utilisé en vue de préserver l'anonymat de la personne qui témoigne*



Départ de migrants mineurs guinéen de Tombouctou pour Bamako

o Renforcement de capacités dans le cadre de la gestion de la santé aux frontières et de la mobilité

Dans le cadre de la gestion de la santé aux frontières, l'OIM Mali a contribué au renforcement des capacités sur la gestion de la COVID-19 et d'autres maladies transmissibles dans le contexte de la mobilité.



50 acteurs ont été formés sur la gestion sanitaire des frontières dans la région de Gao.



13 cordons sanitaires placés au niveau des points d'entrées de la région de Gao ont été supervisés et un important lot d'équipements sanitaires et de protection individuelle a été remis à la Direction Régionale de la Santé.



44 acteurs dont 10 femmes du niveau des décideurs impliqués dans la gestion de la santé aux frontières dans les districts sanitaires de Sikasso, Kadiolo, Koutiala et Kolondièba ont été formés sur la préparation et la réponse aux événements de santé publique aux frontières.



137 agents de première ligne dont 63 femmes, ont été formés sur la préparation et la réponse aux événements de santé publique aux frontières.



Remise de kit sanitaire aux services de santé de la région de Gao




Gouvernance



GOUVERNANCE

3.1 Études et collectes de données sur la migration

o Études sur la migration

 **10** études ont été réalisées en 2022 en vue d'aider à mieux comprendre les dynamiques migratoires et éclairer les politiques publiques dans ce domaine.

1 étude sur les opportunités dans l'économie verte : comment améliorer la résilience des migrants de retour et des communautés de départ a mis en exergue les opportunités dans l'économie verte et de quelle manière les migrants de retour peuvent y trouver leur place.

1 étude et une cartographie des acteurs travaillant sur la thématique des migrants disparus au Mali et au Niger a été réalisée pour améliorer la compréhension de la constellation d'acteurs travaillant sur cette thématique.

2 études relatives aux impacts du changement climatique et leurs incidences sur la mobilité humaine dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso.

3 études en rapport avec la gestion des frontières :

- *Étude sur les impacts de la pandémie de la COVID-19 sur la gestion des frontières au Mali.*
- *Étude sur l'intégration et les perceptions des communautés de Sikasso, San, Koutiala et Bougouni sur la sécurité frontalière.*
- *Étude sur les perceptions des communautés frontalières ainsi que leur intégration dans le processus de gestion des frontières Mali-Niger.*



3 études dédiées à l'amélioration des connaissances relatives à la mobilité de travail :

- *La première porte sur les pratiques de recrutement d'étrangers pour le marché de travail au Mali, ainsi que les pratiques affectant les Maliens sur le marché international.*
- *La deuxième porte sur les dynamiques de mobilité autour les opportunités économiques et l'accès aux services sociaux de base par les migrants travailleurs.*
- *La troisième couvre une analyse des politiques nationales de l'emploi, du code du travail et des accords de mobilité de la main-d'œuvre entre le Mali et les pays de destination des migrants.*

o Points de suivi des flux (FMP) établis et opérationnels

L'OIM, à travers l'outil de Suivi des flux de populations (Flow Monitoring) de la DTM, collecte des données à des points d'entrée, de sortie et de transit clés, afin de mieux comprendre les mouvements de populations à travers l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Cette activité permet de quantifier et de qualifier les flux et tendances de mobilités, les profils des migrants, et les expériences et routes migratoires. Depuis 2016, plusieurs points de suivi des flux de populations (Flow Monitoring Points - FMP) ont été progressivement installés dans dix localités à travers le Mali pour faire le suivi des flux migratoires dans le pays. Un accent particulier est mis sur le suivi des migrants saisonniers (agricole et orpaillage traditionnel) au niveau des FMP concernés par cette catégorie de migration.



6 FMP ont été actifs dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou, Gao, Tombouctou et Ménaka en 2022.



Poste FMP plate 4X4, Tombouctou



Atelier de formation des agents de la police aux frontières

3.2 Renforcement de capacités de gestion humanitaire des frontières



115 acteurs ont suivi des sessions de renforcement de capacités sur la fraude documentaire.



248 agents de la police aux frontières ont pris part à des sessions de formation sur le système MIDAS² et la gestion des frontières.



1 poste de police aux frontières a été construit et remis aux autorités Maliennes à Labbezanga (frontière entre le Mali et le Niger).



2 postes situés à Bénéna (frontière Mali-Burkina Faso) et à Zégoua (frontière Mali-Côte d'Ivoire) sont en cours de réhabilitation.



169 membres de 52 Comités de Prévention Communautaires (CPC) ont reçu une assistance en matière de formation et d'équipement.



120 membres des Acteurs Communautaires de Gestion des Frontières (ACGF) de 30 Acteurs Communautaires de Gestion des Frontières (ACGF) ont reçu une assistance en matière de formation et d'équipement.



398 membres des forces de l'ordre ont bénéficié d'activités de renforcement de capacités pour améliorer l'engagement communautaire et le maintien de l'ordre.



209 personnes dont 206 femmes ont été formées sur les droits de l'homme, le genre le plaidoyer et extrémisme violent.

² Le Système d'information et d'Analyse des Flux Migratoires (MIDAS), est un système d'information pour la gestion des frontières de très grande qualité, développé en 2009 par l'OIM, pour aider les Etats ayant besoin d'une solution globale et efficace dans ce domaine.

3.3 Migration et changement climatique

À l'instar d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, la mobilité humaine représente au Mali une stratégie d'adaptation des ménages et des communautés face aux effets et impacts du changement climatique, tels que les températures trop élevées, la dégradation des sols, les inondations, la désertification, les vents violents, les sécheresses, etc.

Les études réalisées en 2022 ont aidé à mieux comprendre les impacts et incidences du changement climatique sur la mobilité humaine au Mali, notamment dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso.

Sur base de ces études nous avons travaillé en partenariat avec le Conseil régional de Kayes pour inclure les défis relatifs à la migration dans la planification du développement local. Dans chacun des cercles de Bafoulabé, Kayes et Yelimané, l'OIM a appuyé l'élaboration participative de plans d'actions visant à faciliter la mise en œuvre de mesures d'adaptation au changement climatique contribuant aussi à améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes.

Enfin, la mission a contribué à renforcer la résilience climatique des communautés dans les zones caractérisées par un taux élevées de départs en migration, à travers la promotion de solutions fondées sur la nature.



508 personnes dont 294 femmes ont été formées aux techniques d'irrigation efficiente pour le maraîchage, à la régénération naturelle assistée et à l'utilisation de semences améliorées.

En appliquant ces pratiques, les communautés sont moins impactées par les effets du changement climatique et peuvent développer différentes stratégies de diversification de leur revenu leur permettant de rester dans leur région d'origine.



1 021 personnes dont 368 femmes ont été soutenues dans l'adaptation au changement climatique.



Vue aérienne du 1 pont de Kayes



Actions Transversales

1 PAS DE PAUVRETÉ 	2 FAIM «ZÉRO» 	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN CÔTÉ ABORDABLE 	8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 	10 INÉGALITÉS RÉDUITES 	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 	

ACTIONS TRANSVERSALES

4.1 Renforcement de capacités sur les droits des migrants et la gouvernance migratoire

En 2022, l'OIM a réalisé plusieurs activités destinées à soutenir le Mali dans le renforcement de la gouvernance migratoire, en facilitant l'appropriation des objectifs clés liés aux cadres stratégiques intergouvernementaux et nationaux (dont le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et la Politique Nationale de Migration (PONAM) du Mali.

o Création de cadres de concertation régionaux sur la migration (CCRM)

Un défi dans la mise en œuvre de la PONAM reste la coordination afin de mutualiser les efforts et d'éviter des doublons. Pour faire face à ce défi, des Cadres de Concertation Régionaux sur la Migration (CCRM) ont été créés sous la tutelle du Ministère des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine (MMEEIA) au niveau national et dans six régions (Gao, Tombouctou, Mopti, Kayes, Sikasso et Ségou), avec l'ensemble des acteurs locaux travaillant sur la migration.



6 plans d'actions ont été élaborés pour 2023, avec des actions prioritaires dégagées pour chaque région.

o Formation sur les droits des migrants

L'OIM Mali et le MMEEIA ont organisé plusieurs ateliers de formation et de renforcement des capacités des membres des organisations de la société civile et des structures régionales étatiques dans le domaine de la gouvernance migratoire, plus spécifiquement une introduction sur le cadre de gouvernance migratoire et un renforcement de la compréhension des dynamiques liées aux droits des migrants. Des facilitateurs de l'OIM et du MMEEIA ont assuré la conduite des sessions de formations dans 6 régions (Gao, Tombouctou, Mopti, Kayes, Sikasso et Ségou).



450 membres des organisations de la société civile et des structures régionales étatiques ont été formés dans le domaine de la gouvernance migratoire, en partenariat avec le MMEEIA.





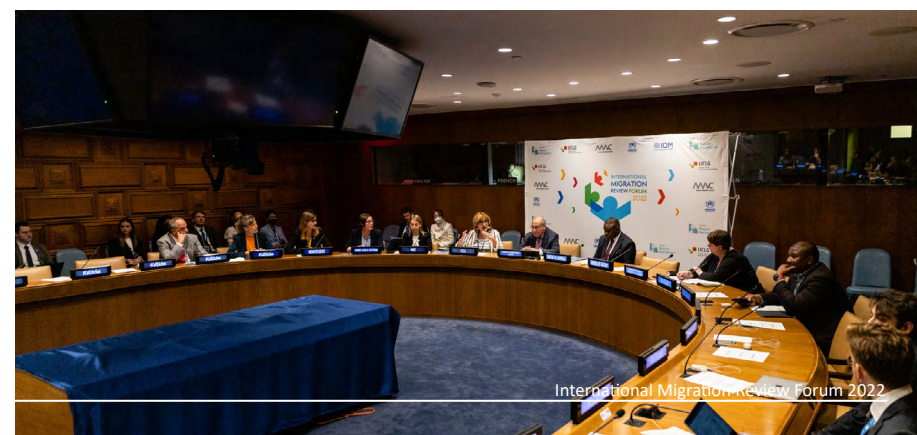
Atelier de formation des étudiants en droit de l'université de Ségou sur le droit des migrants et le cadre de gouvernance

o Partenariats avec les universités et formations sur la gouvernance migratoire

Des partenariats ont été établis avec l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako et l'Université de Ségou en synergie avec le MMEEIA, pour l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités des étudiants et des enseignants.



800 étudiants ont été formés dans le domaine de la gouvernance migratoire et des droits des migrants, en partenariat avec le MMEEIA.



International Migration Review Forum 2022

o Appui au Forum International d'Examen des Migrations

Le Forum International d'Examen des Migrations (IMRF), tenu en mai 2022 à New-York, a servi d'espace intergouvernemental pour débattre des progrès accomplis dans la mise en œuvre de tous les aspects du Pacte mondial pour des migrations sûres ordonnées et régulières. En prélude à ce Forum, l'OIM Mali a apporté son appui à la préparation des rapports volontaires du Mali sur la mise en œuvre du PMM. A la suite de la participation du Mali à ce Forum, l'OIM Mali a appuyé le MMEEIA pour l'organisation d'une restitution de la participation du Mali, pendant la Journée Internationale des Migrants de 2022. Pour apporter une réponse au défi de coordination des initiatives sur la thématique de la migration, la Journée Internationale des Migrants 2022 a été mise à profit pour présenter les Cadres de Concertation Régionaux sur la Migration (CCRM), et procéder au lancement du Cadre de Concertation National sur les Migrations et du Cadre National pour la Réintégration des Migrants (CNRM).



Réunion de l'équipe pays
des Nations Unies au Mali

o Appui aux activités du Réseau des Nations Unies pour les Migrations

L'OIM a appuyé la mise en place et l'opérationnalisation de deux groupes de travail sur les trois que compte le Réseau des Nations Unies pour les Migrations. Il s'agit du groupe de travail 1 : la promotion du discours, des politiques et de la planification de la migration fondés sur les faits et les données et du groupe de travail 3 : la facilitation des migrations régulières, du travail décent et du renforcement des effets positifs de la mobilité humaine.



4 ateliers de formations avec les acteurs pourvoyeurs de données migratoires sur les concepts et terminologies de la migration au Mali, sur les techniques de bases et outils de collecte, de traitement et d'analyse de données (qualitatif et quantitatif), sur les bases de la cartographie et de l'analyse spatiale ont été organisés.



1 état des lieux sur les études et recherches scientifiques sur la migration a été fait.

o Améliorer la collecte de données sur la traite des personnes au Mali

La traite des personnes est un problème important dans de nombreux pays du monde, dont le Mali. Cependant, les données quantitatives qui permettraient d'éclairer les interventions dans ce domaine sont encore très limitées. En vue d'apporter des solutions adaptées à cette problématique, les équipes de l'OIM Mali ont collaboré avec l'Institut National de la Statistique (INSTAT) pour mener deux séries d'enquêtes sur la présence des migrants dans les régions de Kayes, Sikasso et Koulikoro.

4.2 Sensibilisation sur les risques liés à la migration irrégulière

En vue d'informer et conseiller les migrants actuels et potentiels sur les risques et les réalités complexes de la migration irrégulière, l'OIM Mali a organisé plusieurs campagnes de sensibilisation impliquant des célébrités des milieux artistiques et sportifs. Ces campagnes ont connu un franc succès sur le terrain.



+ 700 personnes dont 300 femmes ont pris part à la compétition de restitution de la troisième édition du projet « Nos mots contre les maux du Mali et du Sahel » au cours de laquelle 18 jeunes Maliens ont sensibilisé leurs pairs sur les dangers de la migration irrégulière, à travers le slam.



+ 2 800 personnes dont près de 50% de femmes ont pris part à la campagne de sensibilisation sur les risques liés à la migration irrégulière à travers le théâtre. Durant trois semaines, les jeunes de Sikasso, Kayes, Bamako, Ségou et Mopti ont été sensibilisés à travers le théâtre sur les risques de la migration irrégulière. 50 jeunes Maliens formés à l'art dramatique par l'association culturelle « *Guimba* », ont interprété la pièce intitulée « *Kanouté Torola* », écrite par Habib DEMBELE dit « *Guimba national* » qui a pris part à la tournée.



+ 100 jeunes (50 lycéennes et 50 lycéens) ont été sensibilisés sur les risques liés à la migration irrégulière à travers le sport, dans le cadre du projet PLAYGROUND X RISE. Ce projet a permis de développer la culture du Basketball, du respect, de la résilience et de l'ouverture d'esprit chez les participants, sur deux terrains de basket entièrement réhabilités par l'OIM. Les bénéficiaires âgés de 15 à 19 ans sont désormais outillés pour développer des alternatives à la migration irrégulière, à travers le sport et les compétences de vie.



+ 40 professionnels des médias ont participé à la version malienne du prix du reportage sur la migration, initié dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. A l'issue de la compétition, 11 journalistes ont été distingués pour la qualité de leurs productions.



3ème édition du concours de Slam
« Nos mots contre les maux du Mali et du Sahel »

+ 550 personnes, essentiellement des jeunes filles, des jeunes gens et des représentants d'institutions compétentes dans le domaine de la migration et de la lutte contre la traite, ont été sensibilisées sur les risques et les dangers de certaines pratiques qui tendent à favoriser la traite des personnes, notamment celle des femmes et des enfants, à l'occasion du Festival International du Film sur la Migration (GMFF).



Photo de famille des participants au projet PLAYGROUND X-RIS



Remise de prix au lauréats du concours de journalisme sur la migration



Projection de film à l'ECICA dans le cadre du Festival International de Film sur la Migration.







Campagne de sensibilisation sur l'importance de la vaccination contre de la COVID-19 à Bamako


4.3 Réponse à la COVID-19

Durant l'année 2022, l'OIM Mali a poursuivi ses activités de prévention de la COVID-19 tout au long du continuum de mobilité. Ainsi, des outils de communication adaptés au contexte local ont été développés pour mener des activités de sensibilisation.


 **+ 550** personnes ont été directement touchées par les activités de communication interpersonnelle dans les zones transfrontalières entre le Mali et le Burkina Faso, plus précisément sur l'axe Sikasso-Bobo-Dioulasso.

L'OIM Mali a également mené des activités de sensibilisation pour la vaccination contre la COVID-19 à travers l'élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication des risques et d'engagement communautaire, afin de réduire les risques d'infection chez les migrants, les personnes déplacées internes et les communautés d'accueil, dans le district de Bamako et dans les régions de Gao et de Koulikoro.

 **6** mobilisateurs communautaires ont été formés et mobilisés.

 **268** leaders communautaires (133 femmes et 135 hommes) ont été formés et mobilisés à Bamako et dans les régions de Koulikoro et de Gao.

En plus des sessions de formation, plusieurs activités de sensibilisation et d'engagement communautaire, notamment des visites à domicile, causeries éducatives, focus groupe, et caravanes de sensibilisation, ont été menées auprès des autorités locales, des communautés d'accueil, des migrants des centres de transit et des personnes déplacées internes.

 **+ 27 000** personnes ont été directement touchées par les activités de sensibilisation pour la vaccination contre la COVID-19 dans le district de Bamako et dans les régions de Gao et de Koulikoro.

Ces activités de sensibilisation et d'informations étaient couplées à des séances de vaccinations sur des sites identifiés en partenariat avec les centres de santé de référence de Gao et de la Commune VI de Bamako.



Campagne de sensibilisation sur l'importance de la vaccination contre le COVID dans le district de Bamako



CONCLUSION

Grâce à un fonctionnement agile et innovant, la mission de l'OIM au Mali a pu atteindre les objectifs fixés pour l'année 2022, tout en relevant les défis liés notamment à l'accroissement du nombre de personnes dans le besoin et à la situation socio-politique qui prévaut dans le pays.

L'année 2022 s'achève avec un renchérissement de notre portefeuille de projets et la mise en place de nouvelles initiatives notamment au profit des jeunes et des femmes. De nouveaux partenariats ont été mis en place et ceux existant ont été renforcés.

Déjà implantée dans les régions de Gao, Tombouctou, Mopti et Kayes, l'OIM Mali s'est encore plus rapprochée des populations Maliennes en ouvrant deux nouveaux sous-bureaux à Sikasso et Ménaka. En plus du bureau national qui est situé à Bamako, ces sous-bureau vont œuvrer à l'exécution des projets en cours et à la mise en place d'initiatives en lien avec les piliers de la stratégie pays de l'Organisation.

L'OIM Mali remercie le Gouvernement du Mali, les acteurs non étatiques et tous les partenaires techniques et financiers qui ont contribué et qui continuent de contribuer à l'accomplissement de sa mission.



NOS PARTENAIRES



Canada



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



FONDS DE
L'OIM POUR LE
DEVELOPPEMENT



MiRAC
MIGRATION RESOURCE
ALLOCATION COMMITTEE



COMPASS
Orienter les migrations sûres



AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



**MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK**
Danida



Ministry of Foreign Affairs
and International Cooperation



de la part du
Peuple japonais



AMBASSADE DE BELGIQUE
AU MALI



United Nations
Peacebuilding
Fund



**NATIONS UNIES
MALI**



KOICA
Korea International
Cooperation Agency





